

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

| | |
|---|------------|
| La grève des mineurs de ZWARTBERG pages spéciales | I à I2 |
| FRANCE- L'expérience des travail- leurs. Actions syndicales | p.I p.4 |
| La condition ouvrière dans la SIDERURGIE LORRAINE | p.7 |
| L'expérience d'un JEUNE MILITANT | p.II |
| LLAISONS | p.I3 |
| PUBLICATIONS | p.I4 |

LE NUMÉRO

mensuel

0.50 francs

NUMERO 47

MARS 1966

la grève des mineurs

de

ZWARTBERG

Ce texte a été rédigé à partir:

- d'informations recueillies dans des journaux locaux, directement auprès de mineurs de Zwartberg et auprès de cadres syndicaux du Limbourg par des camarades hollandais (communistes de Conseil) et français (I.C.O.)
- de discussions avec des camarades belges publiant "La Voix Ouvrière" (bulletin de l'usine Cokerill-Ongrée, près de Liège qui n'a rien de commun avec Voix Ouvrière (France) et les bulletins du même nom).

LA SITUATION EN BELGIQUE/

La crise belge actuelle est à rapprocher de celle de la France des années 58. L'évolution du capitalisme fait craquer les vieilles structures économiques, sociales et politiques. Les travailleurs sont souvent mis directement en cause par ces transformations (nouvelles techniques, fermetures d'usines, déplacements, etc.): ils y résistent, tant bien que mal, à la fois pour préserver leurs conditions présentes de vie, et leur dignité d'hommes, mais aussi par attachement à ce que la société d'exploitation a fait de leur vie, à des années de labeur obscur, de routines et d'habitudes. Dans la mesure où ces luttes restent isolées et limitées, elles n'aboutissent qu'à des aménagements tendant à éliminer en douceur ces obstacles - et d'autres obstacles semblables - à l'évolution. Le résultat en est que, même si ces luttes échappent aux appareils politiques et syndicaux, ces mêmes appareils en retirent tout le profit et conservent, et accroissent, leur pouvoir dans de nouvelles structures au sein de la société capitaliste moderne.

En Belgique, les syndicaux sont sociaux-démocrates (F.G.T.B.) et catholiques (C.S.C.), liés étroitement aux deux grands partis: parti socialiste belge (P.S.B.) et parti social chrétien (P.S.C.). Un "petit" parti libéral fait parfois l'arbitre et soutient un syndicat libéral fantôme. Cette situation est celle des pays industrialisés: Allemagne, Pays-Bas, Angleterre, U.S.A.

Les syndicats, filiales des partis dominant plus strictement qu'en France, toute la vie des travailleurs: caisses de chômage, de grève et d'assurances sociales, coopératives, bistrots, distribution de primes, tout est entre les mains des puissantes bureaucraties syndicales.

P.S.C. et P.S.B. se partagent le pouvoir politique, parti de rechange quand l'autre est au pouvoir, unité nationale quand la classe dominante doit mater l'ennemi commun: la classe ouvrière. C.S.C. et F.G.T.B. sont des soutiens du capitalisme plus efficaces qu'en France et peuvent manoeuvrer plus largement. Des procédures obligatoires d'arbitrage, des commissions paritaires fixant en cas de grève les "besoins vitaux", c'est-à-dire les travailleurs qui seront "requis" de travailler; tout est prévu pour encadrer les luttes. Mais encore aujourd'hui le capitalisme belge pratique la recherche brutale du profit, sans y mettre de formes comme dans d'autres pays d'Europe. Tout ceci explique que les luttes en Belgique prennent souvent une forme violente. Pour rompre la grève, syndicats et partis doivent jouer le grand jeu politique: la question royale autrefois, les nationalismes flamand et wallon aujourd'hui. Comme

la C.S.C. est majoritaire en Flandre et la F.G.T.B. en Wallonie, c'est du gâteau. La grève de 60 qui unissait travailleurs flamands et wallons contre leur exploiteur commun, le capitalisme, fut brisée par l'utilisation du nationalisme.

Aux usines sidérurgiques de Cockerill-Ougrée (18.000 ouvriers), le bastion ouvrier de Liège, à un meeting d'A. Renard, leader wallon F.G.T.B. et P.S.B. on vit déboucher des drapeaux wallons alors que ce mouvement nationaliste relevait du folklore. L'appui des chefs syndicaux wallons (qui cherchaient une porte de sortie hormis l'apreuve de force à éviter à tout prix) donnait ainsi force et publicité au nationalisme wallon. Habilement exploitée cette levée de drapeaux sema l'indécision chez les travailleurs flamands qui reprirent le travail. La grève générale était brisée l'état et le capitalisme belge sauvés: c'était l'essentiel. Depuis, il n'est pas de lutte sociale en Belgique que l'on ne tente de faire dévier pour raviver cette division. Pour la propagande syndicale et politique "socialiste" (P.S.B.) la Wallonie est "abandonnée" et la Flandre favorisée; les flamands sont présentés comme des moutons dociles et réactionnaires face aux wallons "socialistes" et turbulents.

Tous ces clichés sont faux: en Flandre, comme en Wallonie, comme en France, il y a des régions en essor, d'autres en déclin. A la recherche du profit maximum, le capitalisme déplace les usines et les hommes, en présentant ces transformations comme des "nécessités des techniques de production": ils ne sont nécessaires que pour la survie du capitalisme et du profit. Mais les clichés ont la vie dure: les propagandes se chargent de perpétuer ce que les faits et l'expérience démentent chaque jour.

Encore à Zwartborg, les "socialistes" du P.S.B. et de la F.G.T.B. expliquent tout, avec un luxe de détails, par l'action "d'extrémistes flamands". C'est l'explication reprise par la presse française. Pour tous, il est impensable que la grève puisse être le fait des travailleurs seuls; il y faut le mot d'ordre et l'action d'une organisation (parti ou syndicat) ou bien la main de meneurq, de "provocateurs". Dans cette pensée que seules des "élites" peuvent diriger les "masses", ils rejoignent les dirigeants. Pour le P.S.B. présenter le conflit de Zwartberg comme l'oeuvre de nationalistes, c'est reprendre la monnaie de 1960, c'est isoler les flamands des wallons, empêcher toute solidarité des autres bassins houillers essentiellement wallons de Charleroi et de Mons, c'est isoler la grève. Et c'est d'autant plus dérisoire que la moitié des ouvriers, ou presque, sont des étrangers.

Zwartberg, c'est l'histoire "toute simple" d'une fermeture de mine. Decazeville, Trieux, les chantiers navals, d'autres noms jalonnent ces "fermetures de mines ou d'usines non rentables". C'est la révolte des hommes contre leur utilisation par le capitalisme au gré des prétendues nécessités techniques. Là où le capitalisme avait besoin d'eux, il les a fait venir: ils ont développé autant qu'ils ont pu leur pauvre vie - et celle des mineurs est dure parmi tant d'autres-. Et du jour au lendemain, on les "libère" comme inutiles, en les invitant à aller se faire parquer ailleurs, à l'autre bout de la Belgique ou de l'Europe, brisant tous les liens qu'ils ont pu tisser et qui les aidaient à réaliser un peu de leur vie d'homme. Mais à Zwartberg, les choses ont pris une autre dimension qu'en France, parce que capitalisme, syndicats, partis, n'ont pas les masques dont ils peuvent se parer ici.

POURQUOI FERME-T-ON LA MINE DE ZWARTBERG? /

Elle appartient au trust sidérurgique Cockerill-Ougrée, filiale de groupes bancaires qui dominent la Belgique (Société Générale de Belgique, Cofindus). Pour ce trust, fermer une mine, c'est changer de fournisseur de charbon comme nous on change d'épicier. C'est pourtant une mine très moderne: ça se voit tout de suite et les mineurs le confirment. Le charbon extrait ne serait pas de la meilleure qualité

contrairement aux deux autres puits proches d'autres sociétés (Winterslag et Watershei) qui restent en activité (provisoirement peut-être). Quelles sont les véritables raisons: comme toujours, dans une société d'exploitation, les véritables motifs des décisions ne sont jamais donnés; cela fait partie de l'autorité des dirigeants. C'est pour cela que les plans avancés par d'autres dirigeants - ingénieurs ou partis- paraissent si dérisoires: déplacer le périmètre de la mine disent les ingénieurs, faire un plan, dit le P.S.B., arrêter les importations de charbon américain disent les nationalistes d'extrême-gauche. Bureaucrates, cadres, politiciens, parlent beaucoup de ce qu'on pourrait faire, mais ne bougent pas. Les mineurs ne se paient pas de mots: ils entrent en lutte, ils essaient d'étendre leur lutte et quand, par la force et les manoeuvres, cette lutte est isolée, alors ils reprennent le travail. Jusqu'à la prochaine bataille. Ils n'ont pas de solution pour aménager leur condition d'exploités.

LES TRAVAILLEURS DU LIMBOURG /

Ce sont des travailleurs comme partout, mais avec quelques particularités. Dans les mines, près de 60% de flamands qui subissent ici plus qu'ailleurs le poids du catholicisme: églises, calvaires, vierges, écoles, coopératives. La même présence que les socialistes dans le Borinage. "le syndicat et l'épiscopat sont les deux forces". 40% des mineurs sont des étrangers: marocains, turcs, grecs,.. Il leur faut plus de courage pour revendiquer et se battre.

Beaucoup de mineurs ne sont pas organisés. Mais les syndicats tiennent les mineurs par les caisses d'assurance, par les distributions de primes: si l'on a une famille il faut souvent y passer.

A Zwartberg, la direction payait plus qu'à Winterslag ou Watershei: 375 frs belges par jour (3750 anciens francs) (contre 325 à Winterslag) pour 8h1/4 pendant 5 jours et une pause de 20 minutes. C'était la politique de productivité: hauts salaires, meilleurs rendements. Presque tous les mineurs sont logés par la mine, loyers réduits jusqu'à ces dernières années. Au cours des derniers mois, la mine a proposé la vente à tempérament: beaucoup ont saisi l'occasion d'avoir "leur" maison. Endettés devant la mine fermée? La direction liquidait-elle déjà la mine tout en rassurant les mineurs? Pourquoi auraient-ils été inquiets: les trois mines, véritables forteresses ont des équipements ultra-modernes; en septembre encore, en embauchait à Zwartberg des ouvriers étrangers.

L'ECONOMIE DU LIMBOURG /

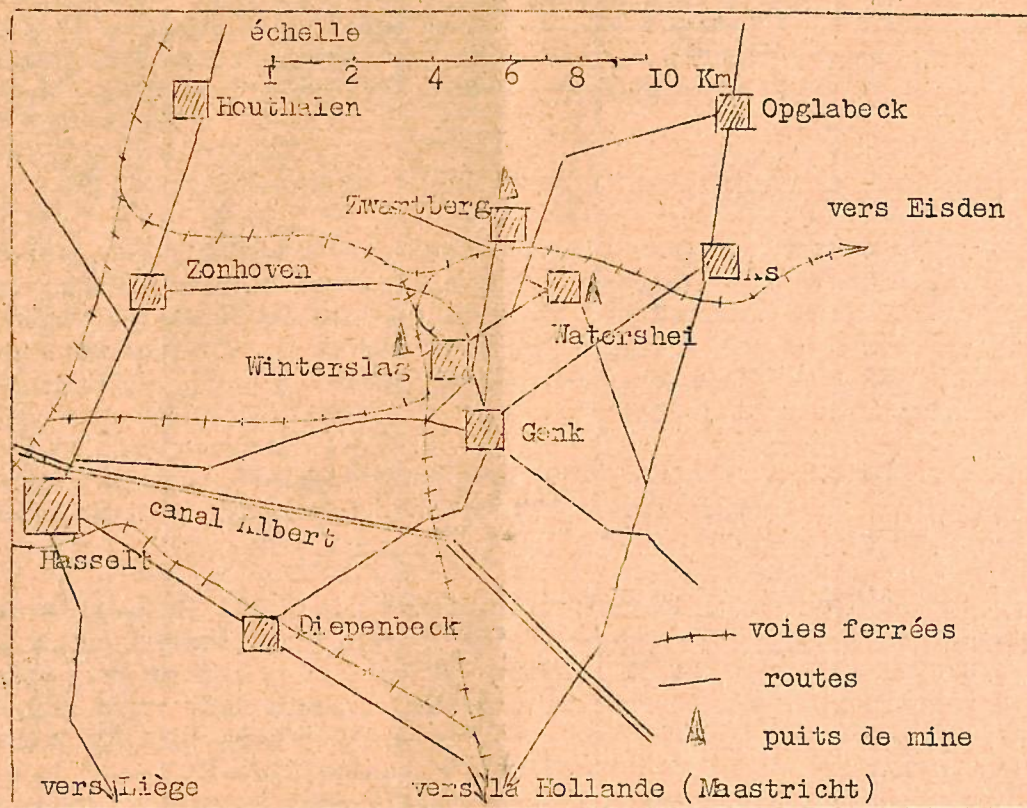
C'est un pays pauvre en dehors des mines: des landes et des forêts; de plus, c'est une classe ouvrière entièrement prolétarisée; dans les cités, autour des habitations, il n'y a même pas les traditionnels jardins ouvriers que l'on voit encore dans beaucoup d'endroits en France.

Dans un rayon de 30 à 40 km tout ne vit que de la mine. La seule usine importante est l'usine Ford de Genk qui a fait son plein (2000 ouvriers) et ne s'étendra pas. Des puits ont déjà été fermés il y a deux ans (Houthalen à 15 km).

Genk compte 55.000 habitants et 15.000 foyers vivent des trois mines proches. Zwartberg, Watershei, Winterslag. Autour des mines se sont agglomérées les habitations de mineurs (des pavillons récents qui n'ont rien des coronas tristes du Nord de la France, mais aussi des baraquements pour ouvriers étrangers), des commerçants, des bistrots. Tout le monde vit de la mine. Entre ces trois puits, distants de 4 à 5 km des bois, des landes, des marais, quelques cités minières nouvelles essaimées, des voies ferrées, des routes.

Les jeunes, pour la plupart, doivent quitter la région : l'école des mines de Hasselt ne forme plus de mineurs, c'est une école technique. Cependant, quatre centres de formation de mineurs fonctionnent encore dans le Limbourg.

Pour comprendre le déroulement de la grève, il faut bien regarder cette carte sommaire de la région de Genk.



COMMENT LA GREVE A ÉCLATÉ /

Un bonze régional F.C.T.B. d'Hasselt, capitale du Limbourg, nous dira que la fermeture de la mine de Zwartberg était connue depuis six mois.

Un bonze local F.C.T.B. de Genk nous dira qu'il le savait depuis quelques semaines. Des mineurs de Zwartberg nous diront qu'à Noël on avait annoncé que la mine serait fermée, mais c'était en principe, tout restait dans le vague.

Jusqu'à fin janvier, personne n'a bougé. Pour les syndicats, c'était un fait acquis; pour les mineurs, c'était de l'abstrait, on avait le temps de voir, d'autant plus que ni la direction, ni les syndicats n'en parlaient.

Quand les lettres de licenciement sont arrivées pour 165 mineurs et 26 ingénieurs, tout a changé; tout devenait terriblement concret et chacun pouvait voir ce que cela impliquait pour sa vie, pour sa famille. Dès que ces lettres signées du directeur-gérant et du chef comptable sont remises, la grève commence. Elle est déclenchée par les mineurs seuls et immédiatement. La mine de Zwartberg compte 4500 travailleurs: mineurs, surface, employés, ingénieurs: la grève les groupe tous, sans exception.

Le jeudi 27 janvier l'équipe du matin descend à 6h mais ne travaille pas: 1040 mineurs occupent la mine.

LA LUTTE DE CLASSE vue par un patron de bistrot:

" Avant, tout se passait bien, le mineur gagnait bien sa vie, il vivait, il s'amusaît, chaque dimanche c'était plein ici.

Le jour de Noël où on a annoncé la fermeture, personne, tout était vide; ils sont restés chez eux à discuter. Et maintenant toutes ces bagarres. On ne sait plus où on va. On a changé la "moralité".

COMMENT LA GREVE EST ORGANISÉE /

Les syndicats ne participent pas à la grève. Ils sont résolument contre. Le bureaucrate syndical local FGTB-Mines nous dira d'abord qu'il est contre l'occupation de la mine parce que "c'est dangereux pour la santé des hommes" (sic). Puis ensuite que la grève favorise les patrons car il y a un mois de stock sur le carreau des mines au lieu d'une semaine, et que, dans ces conditions la grève n'est pas "l'attitude de quelqu'un qui pense de façon socialiste" (sic).

Ce qui est clair, c'est que dès le début de l'occupation de la mine de Zwartberg, les syndicats agissent: ils prennent des mesures pour que le travail continue aux deux puits voisins Winterslag et Watershei.

Tout ceci est important car cela va dominer tout le cours de cette lutte: les mineurs vont prendre en mains leur lutte et tenter de l'étendre, les syndicats vont tout faire pour y mettre fin sur le plan "diplomatique" pendant que la gendarmerie et les paras s'y emploient sur le terrain.

Dès le 27, premier jour de la grève, un comité de grève est formé: 6 membres se proposent, 2 mineurs de fond, 2 ouvriers de surface, 2 ingénieurs. Il est accepté par tous. Il tente d'engager des pourparlers non pour mettre fin à la grève, mais pour obtenir des garanties de non-licenciement, de emploi, le maintien de ce qu'ils ont maintenant; ce ne sont pas des révolutionnaires: ils proposent simplement de discuter de leur condition et rien d'autre.

Le comité de grève ne définit pas une tactique de lutte: la grève sur le tas, ils voudraient simplement qu'elle touche les trois mines pour qu'elle marque. C'est l'intervention de la gendarmerie qui va provoquer les incidents et donner des allures de révolte au mouvement. C'est même spontanément, au cours de la lutte que s'organise la tactique; les mineurs ont compris, sans que personne leur fasse de discours que leurs atouts maîtres étaient:

- assurer la relève de l'occupation au fond à Zwartberg
- assurer les liaisons avec les deux autres mines.

Les dirigeants aussi l'ont compris: la "force publique" s'emploiera à empêcher relève et liaisons. Quant aux syndicats, ils s'emploient à détruire l'influence du comité de grève par des pourparlers au sommet. Quand les mineurs de Zwartberg auront perdu par la force et par les manoeuvres syndicales tous leurs atouts, ils continueront à soutenir leur comité de grève pour que celui-ci soit représenté pour l'application de l'accord syndicats-gouvernement qui a mis fin à la grève: ils trouveront le veto absolu des syndicats.

Quant au ravitaillement des mineurs qui sont descendus à tour de rôle pendant 8 jours (entre 500 et 1000) au fond de la mine, ce sont les commerçants de Zwartberg qui l'ont assuré bénévolement. Ce qui a permis à un bonze régional FGTB de Hasselt de nous dire que c'étaient les commerçants qui avaient fait débiter la grève. Mais il ajoutera tout de suite: " les choses se sont développées de telle façon

que nous n'avions plus les affaires en mains ".

LE DÉROULEMENT DE LA GRÈVE /

Relève des puits occupés, extension aux deux autres puits, manoeuvres syndicales, tels sont les points dominants de chaque jour de lutte.

- Jeu-di 27 janvier: 191 licenciements à Zwartberg: 1040 mineurs de l'équipe de 6h occupent le fond. Le poste de 12h (900 mineurs) en habit de travail occupe les bureaux quelques heures, des lettres de licenciement sont brûlées. Les employés de la mine se joignent à la grève. A 22h, le poste du matin refuse toujours de remonter; les petits commerçants de Zwartberg leur font passer du ravitaillement. La direction a voulu tenir à 14h30 un conseil de délégués de la mine mais les grévistes ont refusé d'y assister.

A Hasselt, capitale du Limbourg réunion de contact entre délégués syndicaux FGFB et CSC et les organismes économiques de la province: petits commerçants paysans, fédération patronale catholique du Limbourg, chambre de commerce, association de négociants.. tous les ennemis de classe réunis.

Le soir à Bruxelles, le ministre des affaires économiques reçoit une délégation CSC, FGFB, libéraux des mines: pourparlers très secrets.

- Vendredi 28 janvier: Les mineurs ont compris que si l'équipe au fond remontait, personne ne redescendrait ensuite et que la grève serait finie. Un autre poste se prépare à descendre d'abord, les grévistes remonteront ensuite. Le directeur de la mine refuse. Tout le carreau de la mine et les bureaux sont envahis vers midi par les mineurs, les femmes, les enfants. C'est un chaos complet dans tous les bâtiments. 10 mineurs forcent la porte du directeur, l'arrachent de son siège et le traînent au pied de la cage: il donne enfin l'ordre de descente.

La relève de la grève est faite: le soir 877 mineurs sont au fond, 420 à l'étage 840, 457 à l'étage 1010. Les commerçants de Hoevezavel- proche de la mine- fournissent le ravitaillement: 10 estafettes, 30 personnes pourvoient à la collecte et au transport. De Genk viennent des couvertures. Malgré l'air qui devient irrespirable, ils décident de rester au fond; la gendarmerie est apparue dans l'après-midi après la relève de midi et encercle maintenant la mine. Des incidents ont commencé à se produire à l'entrée dès 13h. Le concierge essayait de fermer la porte, les mineurs la forcent. Trois camions chargés de pierres passent devant la mine; ils sont stoppés et doivent déverser leur chargement sur la chaussée (l'entrée de la mine de Zwartberg est située au carrefour d'une route qui longe la mine et d'une autre qui va droit vers Genk). Ce carrefour est bloqué. La police dévie la circulation. Les mineurs s'emparent d'une voiture haut-parleur stationnée dans la mine et un jeune gréviste s'adresse à la foule des mineurs rassemblés à l'entrée. Il s'en prend aux délégués syndicaux restés dans les bâtiments alors que leur place devrait être dehors. Son intervention provoque l'action: les grévistes entrent dans les bâtiments et en sortent les délégués.

- Samedi 29 janvier: la grève au fond continue.

Vers 11h, des centaines d'enfants de Zwartberg, instituteurs en tête, manifestent devant la mine. Même le curé est là qui prend la parole pour dire qu'il est impossible de fermer la mine (ce qu'il répètera au prêche du dimanche).

L'après-midi, alors que l'agitation continue à l'entrée de la mine des nationalistes de l'Union Flamande prennent le prétexte de la grève pour manifester à Hasselt (à 15 km de là). Les autorités (flamandes) trouvent que c'est prématuré; la manifestation a lieu quand même et est stoppée au pont sur le canal Albert à la sortie de la ville. Les bagarres avec la gendarmerie durent jusqu'à 18h. Vers 23h les mineurs en grève et leur famille se présentent à l'entrée de la mine. La police municipale laisse passer et la foule envahit à nouveau les bâtiments.

-1-

- dimanche 30 janvier : Le matin, il est annoncé à la suite d'une réunion à la direction des charbonnages à Bruxelles, entre syndicats et patrons, que les licenciements sont reportés, que les mineurs peuvent demander leur déplacement immédiat dans une autre mine, que la retraite est acquise à 60 ans, que le salaire de Zwartberg sera garanti pendant un an. En même temps, les syndicats FGTB et CSC lancent un mot d'ordre de reprise du travail. " Une des raisons pour les syndicats de ce mot d'ordre est que l'action syndicale est contrée par l'action autonome des mineurs " (déclaration dans un journal local). Dimanche après-midi la situation paraît confuse à cause de deux manifestations indépendantes l'une de l'autre, mais qui se déroulent au même moment: l'une des mineurs devant la mine de Zwartberg, l'autre à 16km de là, à Genk, des nationalistes de l'Union Flamande. Entre les deux, la gendarmerie.

Les manifestants nationalistes (venus d'Anvers à Genk, à défaut de pouvoir aller à Mouscron) se groupent au marché central de Genk et précédés de tambours, se dirigent vers Winterslag. Rapidement sur la route, c'est la bagarre avec la gendarmerie: jets d'eau, bombes lacrymogènes dispersent les manifestants. Ceux-ci gagnent alors Zwartberg à travers bois.

Devant la mine, les mineurs sont aux prises avec les gendarmes. Ceux-ci à l'arrivée des nationalistes se trouvent pris entre deux feux. C'est la déroute des "forces de l'ordre". Les mineurs acceptèrent de laisser les gendarmes se retirer par la route, non sans laisser sur place jeeps et camions qui furent incendiés, 10 manifestants arrêtés furent libérés. L'arme des mineurs était le poteau de mine, autant efficace contre les véhicules que contre les gendarmes. Alors que les voitures brûlaient des pompiers apparurent, "demi-tour immédiat, ou les voitures brûlent"; les papiers ne se le firent pas dire deux fois. Alors devant la mine, les arbres furent abattus les panneaux arrachés: des espèces de barricades protégeant ainsi l'entrée contre la venue d'assaillants.

C'est le seul moment de toute la grève où les nationalistes flamands se retrouvent avec les grévistes. Les mineurs, comme les bureaucrates syndicaux locaux nous diront que l'union flamande n'a joué aucun rôle dans la grève. Mais ce seul moment de contact dû au report à Genk d'une manifestation nationaliste qui devait se dérouler près de la frontière française, vont permettre à toute la presse de faire passer la grève sous les drapeaux du nationalisme. Quelle occasion inespérée d'éviter de parler de la lutte de classe.

- lundi 31 janvier: le mot d'ordre des syndicats reste lettre morte: les mineurs n'ont pas confiance dans les accords syndicaux. Et pour cause: il y en aura encore d'autres dans la semaine.

La grève continue, les mineurs se retrouvent seuls sans ambiguïté, comme la semaine écoulée. Le lundi matin à 6h, 300 mineurs redescendent au fond pour que remontent ceux qui y sont depuis vendredi après-midi.

Pour empêcher les transports charbonniers, la voie ferrée Hasselt-Eisden (qui passe à proximité de la mine et coupe la route Zwartberg-Genk), est bloquée. Dès huit heures, à hauteur du pont, des pierres sont entassées sur la voie, le téléphone et l'électricité sont coupés et mieux, les tuyaux d'évacuation des eaux de la mine sont coupés et déplacés: les voies sont submergées. Comme l'écrit le journal catholique du Limbourg " les événements débordent amplement les syndicats ". A 11h30 les mineurs sont de nouveau rassemblés à l'entrée de la mine. Plusieurs prennent la parole. Plusieurs voix en même temps disent que si toutes les mines étaient en grève les mineurs seraient plus forts. Et spontanément, le cortège s'ébranle vers Winterslag, distant de 4 km. A 300m de la forteresse qu'est la mine de Winterslag les gendarmes barrent la route: bagarres, bombes lacrymogènes; acculés, ils tirent; le premier mineur tombe, grièvement blessé. Les manifestants sont dispersés, mais un commando d'une

dizaine d'entre eux à réussi à entrer dans l'usine: une chaîne de transport est coupée ainsi qu'un câble électrique de 500 Kw. Le travail est stoppé à Winterslag.

A 14h, un deuxième cortège quitte Zwartberg pour Winterslag: la mine est entourée par la gendarmerie. Une délégation peut passer: elle rapporte la nouvelle que le poste de 12h ne descendra pas sauf quelques ouvriers d'entretien. Ce sont des hurlements d'enthousiasme.

Alors, c'est le tour de Watershei: trois autres kilomètres. Derrière les murailles, la gendarmerie veille, en alerte. Un camion passe, chargé de bois de mines. En quelques secondes, chaque manifestant est armé et le camion vidé. Devant l'entrée une barrière s'élève, arbres coupés, rue décapée. Une délégation de quatre mineurs peut entrer, mais les présents sur le carreau de la mine refusent d'arrêter le travail. A ce moment, les événements tournent: c'est l'attaque, la gendarmerie est forcée de se retirer, poursuivie par les manifestants; en peu de temps, c'est une vraie bataille rangée; les bombes lacrymogènes, coups de fusils d'un côté, bois de mines de l'autre. Il y a un mort, un jeune hongrois naturalisé, Jan Lutos qui reçoit une balle au ventre; trois autres grévistes sont blessés grièvement par des balles. Les gendarmes réussissent à dégager les abords de la mine et pourchassent les manifestants dans les cafés, dans les habitations: c'est un vrai ratisseage. A 22h, à nouveau, 700 mineurs partent de Zwartberg vers Watershei pour stopper l'entrée de la relève du poste de minuit. Des bagarres ont lieu devant la mine. Un ajusteur reçoit une grenade lacrymogène sur le front et succombe d'une fracture du crâne.

La direction générale de la mine de Zwartberg a accepté d'entamer des pourparlers avec le comité de grève dès le lundi matin; puis, l'après-midi, le comité se déplace à Hasselt pour discuter avec les autorités et les syndicats: confiants dans leur force, ses membres pensent que dans les 24 heures, leur mission sera remplie avec succès et qu'ils pourront abandonner leurs fonctions.

Les autorités syndicales et locales, elles, sont inquiètes; une réunion syndicale FGFB et CSC de Hasselt, ce même lundi après-midi cherche les moyens pour "rétablir l'ordre" (sic) avec le gouverneur de la province du Limbourg et le chef de cabinet du ministère de l'intérieur. Tous ensemble, ils publient un "appel au calme à la population du bassin" et les syndicats s'engagent à contacter tout de suite le gouvernement.

Mais si les syndicats se chargent de la diplomatie, la gendarmerie se renforce: le lundi soir quelques centaines de gardes mobiles venant d'Anvers avec moto-pompes, blindés, camions, prennent position dans les mines.

- mardi 1^o février: dans l'hostilité générale, les gendarmes patrouillent continuellement dans le bassin. C'est l'état de siège. D'autres renforts arrivent. Des paras belges s'installent à tous les points stratégiques. C'est un jour sombre. Les piquets de grève sont à leur poste. Les mines sont désertes. Autour de Winterslag et de Watershei les routes ont été coupées dans la nuit; mais dès le matin, elles sont remises en état. Sauf devant Zwartberg, la place forte de la grève: de nouveaux arbres sont abattus. De l'huile répandue et enflammée, des vieux pneus forment des rideaux de feu infranchissables. De nouveau, 100 mineurs descendent au fond. A Winterslag, toute activité est interrompue. A Watershei, c'est le travail qui ralenti: tout un poste ne s'est pas présenté. Dans la soirée, il y a de nouveau des bagarres autour de Winterslag.

Des manifestations de solidarité ont lieu en Belgique, les plus importantes à Hasselt, capitale du Limbourg et à Seraing, banlieue industrielle de Liège, c'est-à-dire aussi bien en Flandre, qu'en Wallonie.

A Hasselt, c'est un groupe de 600 jeunes étudiants qui toute la journée va se bagarrer avec la police municipale et la gendarmerie. Une bonne partie sont fils

de mineurs: " du travail pour leur père" réclament les pancartes. Ils bloquent les rues en s'asseyant sur la chaussée, essaient d'aller devant l'association des mines envahissent la cour de la gendarmerie qu'ils attaquent à coups de pierres d'où ils se font chasser à coups de grenades lacrymogènes, dépaient les rues et jusqu'à 16h30 harcèlent les patrouilles de gendarmes, se reformant dès qu'ils sont dispersés.

À Seraing, il y a plusieurs débrayages spontanés au cours de la journée, notamment aux usines Cockerill-Grèze (cela n'a rien à voir avec le fait que Zwartberg appartient à cette société, les ouvriers de cette usine, 18.000, l'ignorant et les syndicats se gardant bien de le leur dire); des cortèges de manifestants parcourent les rues de la ville même dans la nuit. Les syndicats laissent faire, ne contrôlent rien, n'organisant rien. Ailleurs, les syndicats organisent des débrayages symboliques.

Ces deux manifestations ont un caractère bien différent; il y aura d'autres manifestations d'étudiants à Gand, par exemple, à tour plus ou moins nationaliste, d'autres débrayages ouvriers, spontanés ou syndicaux, solidarité ouvrière qui reste en fin de compte sporadique.

- Mercredi 2 février: les mineurs de Zwartberg se retrouvent donc finalement bien seuls. C'est à cause de cet isolement - qui est finalement leur défaite - que les syndicats FGTB et CSC peuvent lancer pour le jeudi 3, un mot d'ordre de 24h de grève " en signe de deuil". Ce n'est plus la lutte qui est en cause, c'est la propagande des syndicats qui "compatissent": la situation est d'autant plus "sans danger" que le soir même du mercredi, ils claironnent un accord au sommet le plus élevé et qui est destiné à mettre fin à la lutte de Zwartberg: le jeudi matin, toute la presse pourra ainsi annoncer comme un seul homme que l'atmosphère est détendue et que le texte adopté "donnait toute satisfaction".

Le mercredi au matin, la ligne Hasselt-Eisden est rouverte à la circulation et les trains circulent très lentement. Début après-midi, des incidents éclatent à Opglabecq, noeud routier au nord-est de Zwartberg. Les cars qui conduisent les mineurs vers Watershei sont bloqués et les jaunes doivent descendre. Les gendarmes interviennent, détruisent les barrages établis puis repartent. Les barrages sont rétablis, à 15h un feu flambe au milieu de la route; à 17h, il y en a 8 qui bloquent tout le trafic. 120 gendarmes arrivent qui éteignent les feux avec les jets destinés aux manifestants et ordonnent à ceux-ci de se disperser. Les bagarres éclatent et se poursuivent jusqu'à 22h30. Escorté de 4 jeeps, le premier autobus passe à 22h. Il y a 55 arrestations dont beaucoup d'étrangers qui seront expulsés (dont 20 marocains).

Le comité de grève de Zwartberg a distribué le soir la déclaration suivante:

" Le comité de grève formé par les ouvriers, les employés et les ingénieurs, sans aucune tendance politique essaie de défendre les intérêts des mineurs et veut engager des pourparlers à condition d'arriver à un résultat satisfaisant. Cet après-midi, le comité a insisté auprès du gouvernement du Limbourg pour trouver une solution dans un terme assez court ".

Les syndicats se sentent plus forts et recommencent à s'agiter autour de Zwartberg. Le boycott du comité de grève par les autorités fait que la partie la plus vulnérable des ouvriers commence à considérer que le rapport de force a tourné et qu'ils auront besoin des syndicats. Major, leader FGTB et Cool, leader CSC, arrivent dans le Limbourg (ce qu'ils n'avaient pas fait depuis le début de la grève), discutent avec les délégués syndicaux dont ceux de Zwartberg (ils prennent la température) et organisent pour le vendredi après-midi une réunion des militants des

deux centrales socialiste et catholique à Watershei (symbole et sage précaution: c'est la seule mine qui n'ait pas arrêté, on n'y délibérera pas sous la pression des grévistes et à coup sûr il y aura plus de délégués non grévistes).

SANS COMPLEXES:

lorsqu'il arrive le mercredi 2 février pour voir le premier ministre belge, Major chef de la FGTB (syndicat socialiste) est interviewé par des journalistes:

"- dans quelle mesure représentez-vous encore les mineurs de la région?

- nous les représentons tellement répliqua le secrétaire de la FGTB, que nous discutons ici pour eux, qu'il y a eu accord syndical hier et que le travail a repris aujourd'hui dans deux puits au moins.

- pourtant, des mots d'ordre n'ont pas été suivis; n'est-ce pas un échec syndical?

- que des mots d'ordre ne soient pas suivis à la lettre, c'est une chose qui arrive fréquemment dans les grèves dures".

(le soir- quotidien genre
France-soir - 4/2/66)

Le temps des flics est passé, c'est le temps des syndicats. A 19h30, une délégation du Limbourg, avec à sa tête Major et Cool, gagne Bruxelles pour entretiens avec le gouvernement (délégation de "têtes", puisque même le bonze local des mines FGTB de Genk n'y participe pas).

Et à 22h, c'est la déclaration gouvernementale, celle-là même qui doit mettre fin à la grève. Tout est prêt pour le dernier acte.

Il ne s'agit pas d'un accord mais d'une simple déclaration mise au point avec les syndicats (un délégué syndical FGTB nous dira que ce n'est pas la coutume en Belgique de signer des papiers). En gros, il est dit que la mine de Zwartberg ne sera fermée que lorsque tout le personnel aura été reclassé ailleurs (il n'est pas dit où); les modalités de reclassement seront fixées par les syndicats et le directoire de l'industrie charbonnière.

En d'autres termes, la grève a eu pour

seul résultat d'imposer aux patrons des mines la présence des syndicats pour étudier les modalités d'exécution de la décision de fermeture décidée par les patrons - décision sur laquelle on ne revient pas-. Quant aux mineurs, et à leur comité de grève, Major, FGTB et Cool, CSC, déclarent, dès ce mercredi soir: " qu'ils n'auront pas trop de mal à recueillir l'adhésion des mineurs en colère ". (Le soir, 4/2/66).

- Jedi 3 février: c'est la journée de la grande hypocrisie: les mineurs enterrent leurs deux morts. Toutes les autorités: ministre, chefs syndicaux, évêques, petits et grands du pouvoir, des syndicats et de l'église, viennent verser leurs pleurs sur leurs propres victimes. C'est quand même un peu gros pour certains dont l'activité sur place a été trop voyante: certains responsables syndicaux sont éconduits sans ménagements du cortège funèbre. Police, gendarmes, paras, sont invisibles. C'est la trêve et leur vue risquerait de rappeler que ceux qui commandent sont présents. La grève "syndicale" de deuil de 24h se passe "dans le calme". Tout le monde est "aux côtés des mineurs"....

- Vendredi 4 février: La réunion des "militants" est faite en commun par les trois syndicats: socialiste, catholique, libéral. Il n'y a pourtant que des militants des trois mines mais c'est laborieux. Prudemment, toute personne étrangère notamment les journalistes- en a été exclue. Les chefs ont pris la parole à tour de rôle et bien démontré que rien ne pouvait être obtenu sans le "soutien et l'aide des syndicats". C'est-à-dire que rien ne peut être fait sans cet appareil si bien intégré dans l'état que finalement c'est lui qui applique les mesures gouvernementales. Et comme la grève est restée limitée à Zwartberg (par l'action de la police et des syndicats, mais aussi parce que les autres mineurs de la région et les autres travailleurs de Belgique ne sont pas intervenus) les délégués présents comprennent que tout est foutu et qu'il faut subir l'outrage des syndicats. Tout cela est plus sous-entendu qu'exprimé. A la fin de la réunion, un membre du comité de grève attaque de façon

violente les syndicats. Cool (CSC) et Major (FGTB) réagissent vivement en donnant le ton de tout ce qui traîne dans la presse:

" les syndicats, des semaines avant la grève, avaient essayé de trouver une solution pour Zwartberg, et le mouvement a été provoqué par des éléments qui ont abusé de l'action pour des buts politiques".

Finalement, ils réussissent à obtenir des délégués présents des trois mines, une décision de reprise du travail (à Zwartberg la grève dure depuis 8 jours, à Winterslag depuis 5 jours et à Watershei depuis la veille). L'ordre de reprise est pour lundi.

À la sortie, les dirigeants syndicaux se déclarent très contents de l'atmosphère de la réunion. Et Major peut déclarer: " seule la collaboration entre les deux grandes centrales a rendu possible ce grand résultat " (sic).

LE TRAVAIL A REPRIS EFFECTIVEMENT le LUNDI 7 FEVRIER, dans le bassin de GENK. Et 160 mineurs de Zwartberg ont déjà été mutés à Winterslag.

QU'APPORTE AUX MINEURS L'ACCORD SYNDICATS-GOUVERNEMENT? /

Le bureaucrate syndical local FGFB le dit clairement, mais en termes mesurés et vagues : rien, des promesses sur le papier, des garanties de emploi dans des usines qui n'existent pas, à 40km à la ronde.

Les mineurs donnent des précisions: l'accord n'a été fait que pour briser l'action; les syndicats savent bien qu'une partie des mineurs continue à croire aux syndicats et une fois que la décision est prise, l'esprit de combat disparaît et la grève tombe.

Toutes les industries promises dans le Limbourg pour le emploi de 4000 mineurs sont à créer; les deux autres mines ont le plein de leurs effectifs. Dans la région, il part 100 mineurs par mois à la retraite alors que la mine doit fermer selon les projets en octobre 66. À part Winterslag, Watershei, l'usine Ford de Genk, tout le reste n'est même pas sur le papier: des paroles, du vent.

POSITIONS POLITIQUES:

Bertrand, ministre, ancien mineur, est né dans le Limbourg. Au moment des grèves du Borinage il avait déclaré: " si on touche au Limbourg, je démissionne".

Zwartberg doit fermer, mais il n'a pas démissionné, il n'a rien dit.

Aujourd'hui, il est "démissionné" avec l'ensemble du Cabinet à cause de la crise provoquée par... la menace de grève des médecins.

Dans le déplacement à Winterslag, les mineurs perdent 500 A.F. par jour. Qu'en serait-il s'il y avait d'autres industries. La C.E.C... (communauté du charbon et de l'acier) paie la différence pour 18 mois. Cela aussi ce sont des paroles. La réalité, les mineurs nous la disent: 180 jours calendrier, c'est-à-dire 130 jours de salaire.

160 licenciés maintenant. Dans deux mois, ce sera 500 et tout recommencera.

La majorité des mineurs a plus de 35 ans (la moitié a plus de 40 ans confirme le bureaucrate FGFB local). C'est l'âge critique pour la silicose. Et quelle capacité un mineur de cet âge présente dans l'industrie. Deux mois après ce sera la porte.

Tout cela, c'est bien peu, mais sans la grève, nous serions déjà sur le pavé. Si les mineurs n'avaient pas commencé la lutte, les syndicats n'auraient rien fait. C'est l'action des ouvriers eux-mêmes qui a forcé syndicats et gouvernement à s'occuper un peu de la mine...

LE ROLE DES SYNDICATS /

AVANT LA GREVE: les syndicats se contentaient "d'exiger" que toutes les mesures sociales soient prises avant qu'interviennent la fermeture des charbonnages et demandent au gouvernement de faire connaître son plan de reconversion. Rien d'autre.

Quand la grève éclate à Zwartberg c'est entièrement en dehors d'eux et les délégués syndicaux de base ou participent, ou sont exclus. Tout l'appareil des syndicats poursuit, parallèlement à la répression qui tend à limiter la grève à Zwartberg, un double but:

- discréditer la grève auprès des autres travailleurs de Belgique, pour empêcher la solidarité active. La FGTB, socialiste, parle abondamment "d'agitateurs anversoïis" qui sont venus troubler les "bons flamands courageux et patients" (Le Peuple 2/2/66). La CSC stigmatise "l'action d'agitateurs irresponsables". Tout cela avec un luxe inimaginable de détails.
- diviser les mineurs en grève: à la menace qui pèse sur les mineurs étrangers (ce n'est pas un hasard si arrestations et expulsions d'étrangers sont faites le jour même de l'accord syndicats-gouvernement), à la crainte que les mineurs les plus vulnérables peuvent avoir, s'ajoutent d'un bout à l'autre les consignes ou les promesses ou les accords qui tendent à amorcer un mouvement de reprise: trois fois l'ordre de reprise du travail est donné; à deux reprises, il est annoncé que des mesures seront prises.

L'action conjuguée de la force, des pressions morales ou matérielles des promesses, parvient rapidement à faire comprendre aux mineurs que leur lutte est isolée et sans issue.

APRES LA GREVE: les syndicats essaient d'en tirer parti pour leur propagande. Un bureaucrate FGTB va même jusqu'à nous dire que c'est le syndicat qui a organisé le ravitaillement des mineurs au fond de la mine et qui a obtenu de la direction que la relève soit effectuée pour des "raisons humanitaires".

Quand on demande à ce même bureaucrate si la grève fera perdre des adhérents au syndicat, il nous rit au nez. Il sait bien que pour beaucoup, déchirer sa carte syndicale dans la colère de l'échec et de ce que l'on vient de découvrir sur le rôle du syndicat et de ses délégués, c'est lourd de conséquences. Surtout si l'on doit devenir chômeur: le syndicat paie tout de suite les allocations de chômage; sinon après d'interminables paperasses, on ne commence à les percevoir que dans six mois; et fin février, il y a une prime distribuée par les syndicats... aux seuls syndiqués.

On fait la grève contre le syndicat comme on fait la grève contre le patron. On retourne au syndicat comme on rentre dans la mine. On accepte leurs accords comme on accepte les décisions des dirigeants. Les choses sont nettes et sans équivoques. D'un côté, il y a les travailleurs, de l'autre des organes de la société capitaliste; on n'en sera débarrassé que tous ensemble et si l'un d'eux reprend sa place ce sont tous les autres qui reprennent leur place en même temps pour vous dominer.

France

l'expérience de travailleurs

ACTIONS SYNDICALES

En prenant l'initiative de luttes revendicatives sur un plan plus général que celui de l'entreprise, les syndicats paraissent agir comme le souhaitent les travailleurs.

Les travailleurs suivent -plus ou moins- ces mots d'ordre qui paraissent unifier les revendications et coordonner des actions qui autrement seraient dispersées. Mais tout s'arrête là. Les programmes revendicatifs ne sont qu'une collection imposante de revendications catégorielles; les actions unies ne sont qu'une succession d'actions isolées.

Respectueux des accords passés

Au premier abord ces luttes paraissent se situer effectivement dans la tactique des discussions menées dans la procédure Tutée de fixation des salaires dans la fonction publique et le secteur nationalisé (qui couvre près d'un tiers de la vie économique française).

Cette procédure a été pratiquement la "victoire" de la grève des mineurs de 63 (voir I.C.O. février 66, N° 46): les syndicats participent à la fixation du taux d'augmentation global des salaires par entreprise nationale et à la répartition suivant les catégories hiérarchiques au sein de l'entreprise. Ils disposent ainsi d'une part d'un moyen d'intervention et de discussion au niveau de l'état et d'autre part d'un contrôle sur la cadence des promotions dans l'entreprise.

Actuellement, comme chaque année, les syndicats discutent avec les "techniciens" économiques des taux d'augmentation. Les grèves sont un atout: menace pour faire quelque peu accroître le taux arrêté par le gouvernement mais aussi preuve à l'égard du pouvoir que les centrales "encadrent" bien les travailleurs considérés.

Les mouvements des P.T.T., E.D.F., S.N.C.F., R.A.T.P., fonctionnaires, se situent bien dans ces discussions paritaires rituelles de salaires: ils n'iront pas plus loin; il ne faut pas détraquer un mécanisme aussi délicat qui depuis trois ans permet à tout le monde de sauver la face.

Rivalités syndicales et options politiques:

Depuis un mois, on reparle des "journées d'action". Un fait nouveau pourtant: elles sont lancées en commun par la CGT et la CFDT et présentées comme la conséquence de l'accord au sommet entre ces deux centrales. Les tracts syndicaux délirent sur l'événement qui "va créer un climat de lutte dans la région parisienne" (tract CFDT du 4/2/66). FO s'y associe dans la métallurgie parisienne autour du programme de façade ressassé depuis des années: salaires, 40h, retraite à 60 ans. Ailleurs, FO qui reste à l'écart accuse les autres syndicats de vouloir " avant tout célébrer leurs épousailles", de chercher " la grève à tout prix pour de basses considérations tactiques", de " compétition, d'agitation stérile " (tract FO-PTT-14/2/66)

De fait, les mouvements de grève les plus amples sont lancés par la CGT et la CFDT dans les secteurs où d'autres syndicats sont les mieux placés : PTT (avec FO), roulants SNCF (autonomes), métro (autonomes). Tentative de réduire les syndicats à deux ou de contraindre les autres dans un cartel syndical préluant à des réunifications?
à entrer

Ces grandes manoeuvres semblent d'ailleurs s'intégrer dans un plan plus vaste : l'agitation pré-électorale qui accompagne les regroupements des partis de gauche en vue des élections législatives. Entre les gaullistes et la "gauche" c'est à qui se disputera la clientèle ouvrière et les syndicats sont chargés de cette mobilisation. " Comment assurer par l'unité, la relève démocratique du gaullisme " demande par tract la section Renault du PC (7/2/66). Seul FO qui proclame son hostilité à "une action revendicative généralisée " (Bergeron- 16/2/66 à St Etienne) et sa fidélité à des accords paritaires paraît se faire le défenseur d'un libéralisme face au dirigisme CGT-CFDT. Les mois qui viennent diront ce que signifient réellement ces options. Ce qui est sûr, c'est que les travailleurs connaîtront encore de nombreuses journées d'action.

Voici l'impression des camarades d'I.C.O. sur ces journées:

JEUMONT-SCHNEIDER (St Denis - banlieue de Paris- électro-mécanique)

Le jeudi 24 février débrayage de 10h à 12h - 80% des ouvriers mais une minorité de mensuels - deux ou trois rassemblements à St Denis. Les délégués ont fait un sondage avant pour savoir si le débrayage serait suivi. Beaucoup d'ouvriers auraient préféré quitter en fin de journée mais il n'y aurait eu personne aux meetings. Il y a une sorte d'accord tacite ouvriers-syndicats pour "marquer le coup".

MATERIEL-d'IMPRIMERIE (Paris-petite boîte).

Débrayage total le 4- maîtrise comprise avec dépôt d'un cahier de revendications. Chacun reste assis devant sa machine.

P.T.T. (bureau de tri-Paris)

Pluie de tracts; CGT-CFDT se félicitent de leur propre action "avant le conseil supérieur de la fonction publique", et FO "dans cette affaire les repos étaient le cadet des soucis de la CGT et de la CFDT. Il leur fallait avant tout célébrer leurs épousailles et dans une délégation commune faire bénir par le chef de centre le mariage de la carpe chrétienne et du lapin soviétique". CGT et CFDT présentent une longue liste de 18 revendications -rien que pour les bureaux gares- une pour chaque catégorie. Le débrayage est suivi à 90% (le bureau-gare est en majorité CGT et CFDT); il dure 24h par le jeu des équipes, chacune essayant de faire grève au moment où ça l'arrange le mieux.

BNQUE: (nationalisée- Paris, Siège).

Débrayage de 1/4h à 1/2h dans le cadre de la journée revendicative suivi à 80%. Les délégués se sont renseignés avant sur ce que feraient les employés. Certains râlent que c'est insuffisant mais ce qu'ils proposent ne serait pas suivi.

ASSURANCES (nationalisée- Paris, Siège)
pas d'action syndicale.

RHONE-POULENC (Vitry-banlieue de Paris- produits chimiques)

11-12 janvier: réunion paritaire à l'Union des Industries chimiques. Les patrons y proposent d'abord 4.25% d'augmentation, puis rompent la discussion avec les syndicats. La réunion paritaire est remise au 17 février.

15 janvier: la direction locale de Vitry décide de faire tourner l'usine le samedi 15, 48h à l'avance, sous prétexte de gel. Tandis que la CGT reste silencieuse ses sondages lui confirmant que les gars ne veulent rien faire, la CFDT

" engage le personnel a manifester son mécontentement en ne venant pas travailler le 15". A part certains secteurs où il fut décidé de ne pas venir et cela avant l'appel de la CFDT, les absents du 15 s'étaient dûment munis de billets de sortie comme quoi un mot d'ordre équivoque peut être largement suivi.

Dans la semaine qui suit, les Indépendants (C.F.I.) attaquent les autres syndicats leur reprochant de ne pas avoir signé la proposition patronale le premier jour et d'essayer "d'enfoncer les portes ouvertes au lieu de se rendre à la raison".. Les flèches fusent de part et d'autre. Entre temps, le P.C. parvient à placer son affaire Ben Barka et la CGT organise une vente de masse de la Vie Ouvrière avec à la une: " comment déclarer ses impôts au plus juste" ! Et enfin un mois après, presque jour pour jour, on apprend qu'à la réunion de l'UIC les syndicats avaient été prêts à signer pour 4.5% d'augmentation. Et cela par un tract CFDT dans lequel on trouve encore un bilan de l'année 65 où, impudiquement il nous est confirmé qu'il ne s'est rien passé et qu'il n'a été rien obtenu excepté l'accord catégoriel pour les techniciens de labo.

11 février: appel fédéral commun CGT-CFDT-FO pour "une journée nationale du 15 février" avec pour buts " d'apporter sur le plan national des résultats positifs à la réunion paritaire du 17 février et de faire avancer les différentes revendications, y compris les revendications particulières, sur le plan de chaque entreprise ".

Toute action est valable, toutefois limitée à un maximum d'arrêt de travail de 24h.

Le 14 février seule la CGT lance un mot d'ordre pour une heure de grève pour le lendemain matin et cela en dépit de l'abstention de la CFDT, les sondages de cette dernière révélant que les gars ne sont pas chauds pour l'action.

Le 15, 125 personnes répondent à l'appel de la CGT (sur 3600 employés à l'usine) et, frigorifiées rentrent au bout de 40 minutes... Fiasco... Cette grève-bidon montre que la section CGT obéit servilement aux ordres de sa fédération envers et contre tout. Seule consolation pour elle, la CGT pouvait alors reprocher à la CFDT son silence et prendre ainsi sa revanche sur le 15 janvier. Ah mais ! les élections des délégués du personnel et du comité d'établissement ne sont guère loin maintenant et il s'agit de ne pas faiblir.

Le 17 février enfin, les patrons de l'U.I.C. accordent 3% d'augmentation ce qui revient à 1% pour RP Vitry, puisque l'on avait eu 2% à valoir sur 66, fin 65.

Mécontentement des travailleurs, consternation des syndicats.

Les fédérations CGT-FO- et CFDT prennent acte et engagent les syndicats à "renforcer la pression et à développer très rapidement l'action";

, aux dernières nouvelles, les syndicats envisagent des débrayages d'une à quatre heures aux environs du 3 ou 4 mars, soit quinze jours après les miettes ramassées à l'U.I.C....

RENAULT: la CGT lance seule des débrayages le 9 février dans les départements d'outillage avec des revendications catégorielles (mensualisation, accession à une promotion régulière, ...)

Premier appel commun des trois syndicats le mardi 15 février mais dispersé: selon les équipes, les grévistes jouent à cache-cache.

Défilé folklorique dans les rues de Boulogne sous la protection des flics qui canalisent... les voitures pour ne pas troubler la procession.

Deuxième débrayage le jeudi 24, axé sur les revendications des ateliers. Mise en avant du département 55 où 120 réglieurs-décolleteurs sont en grève illimitée. Mais pas de solidarité réelle. Défilé et meeting comme la première fois. Interpellations des ouvriers. Mais personne ne répond.

"EN AUCUN CAS LA CGC N'ADMETTRAIT QUE SOIT MISE EN PLACE UNE POLITIQUE ANTIHIÉRAR-
"CHIQUE DES SALAIRES" (déclaration de Malterre, président de la CGC à Brest le
24 janvier 1966) Les autres centrales n'ont nullement protesté; elles comptent
des sections cadres tout autant gardiennes de la hiérarchie que la CGC

ACTIONS OUVRIERES

Comment ces luttes - qui sont de véritables luttes ouvrières- sont-elles contrôlées par les syndicats qui s'évertuent à les amener à la solution habituelle, l'acceptation des conditions du capitalisme; ce qu'ils réussissent, si la combativité des travailleurs ne force pas le patronat à revenir sur ses décisions. Il est difficile de juger de tout cela si l'on n'est pas dans la lutte. Pour certaines de ces luttes nous n'en savons que ce que les journaux nous ont appris, pour d'autres le témoignage de camarades permet de savoir comment elles se sont déroulées réellement.

CHANTIERS NAVALS: c'est la répétition de ce qui s'était déroulé à Nantes-St Nazaire en 1964 (et la brochure d'I.C.O. N° 33- novembre 64 "Nantes-St Nazaire- travailleurs et organisations" peut encore servir pour comprendre ces luttes).

Côté capitaliste(finance, gouvernement, technocrates de tous ordres) c'est le "problème" de la concentration et de la reconversion des chantiers navals: ceux des Chantiers et Ateliers de Provence (Port de Bouc), ceux des Forges et Chantiers de la Méditerranée (La Seyne et Le Havre). Les rivalités entre groupes financiers et l'intervention de l'Etat dans le soutien d'un groupe ou d'un autre expliquent toutes les tergiversations et montrent que le capitalisme moderne ne s'adapte pas avec la facilité qu'on lui prête.

Côté ouvrier: IIOO à Port de Bouc paraissent s'opposer à 3400 à La Seyne autour de la finition du Provence. Ce sont, en fin de compte, 5000 travailleurs en lutte pour leur travail et surtout à La Seyne, la fin des chantiers signifie quitter la région irrémédiablement.

Côté syndicats: on aménage: à St Nazaire et à Nantes cela s'était résolu, après les promenades traditionnelles (député, maire, curés en tête) par une adaptation des caisses de chômage, on rôdait la reprise en mains des travailleurs licenciés. En Provence, ou au Havre, il y a déjà eu les promenades mais si la grève se durcissait, les syndicats en profiteraient pour tenter de franchir un autre pas: la participation aux décisions touchant l'ensemble de la construction navale. En attendant, depuis plus d'un mois, ils ont réussi à contenir la lutte dans les limites habituelles et à l'isoler (aucune solidarité réelle des autres chantiers).

"LA VILLE DE LYON:" cargo automatisé pour 28 hommes au lieu de 37 est désarmé depuis plus d'un mois. Cette bataille de l'automation dans la marine dure depuis près de deux ans et reprend chaque fois qu'un nouveau cargo entre en service. Là aussi, faute d'une action généralisée et solidaire, cela devient un combat d'arrière-garde et de rafistolages au jour le jour. C'est qu'une grève sur ce terrain poserait directement le problème de la gestion. Et pas seulement d'une participation des syndicats à certaines décisions.

RHODIA CETA: (Besançon) - textile artificiel - 1700 ouvriers travaillant en continu. La CFDT est majoritaire. Tentatives de la direction d'accroître la productivité par différents moyens. Réplique: grève spontanée le mercredi 9 février d'une équipe (400 ouvriers) qui suit le débrayage des ouvriers de la filature du nylon. D'autres débrayages suivent jusqu'au samedi - pour les conditions de travail. Ils doivent être poursuivis. La direction procède à 19 licenciements, ce qui entraîne dans la nuit de samedi à dimanche un nouveau débrayage - riposte patronale: le lock-out partiel à

4h du matin le dimanche. La grève est prise en mains par les syndicats malgré la constitution d'un comité de lock-out; il semble être plutôt le fait de quelques militants que des ouvriers de l'usine. 400 avertissements sont envoyés le lundi. Il n'y a pas de piquets de grève. Il résulte de tout ceci une situation confuse, certaines équipes (2 x 8 et normale) continuant le travail, seules les équipes du continu (3 x 8) étant en grève. La grève prend fin le vendredi soir 18 février sur des promesses de la direction (amélioration des conditions de travail, annulation des avertissements, primes et congés calculés sans tenir compte de la grève) et à la suite de manoeuvres des différents syndicats.

(Voix Ouvrière N° 55- février 66- donne un récit détaillé de cette grève en faisant beaucoup de place aux interventions syndicales).

CORBEHIA: Pas-de-Calais- Société d'exploitation d'usines métallurgiques. Fin décembre, les ateliers ont été occupés plusieurs jours, puis évacués (seuls les réfectoires restaient occupés). Il n'a pas été possible d'obtenir d'autres renseignements sur cette grève.

La grève des ETABLISSEMENTS MORILLOR: (région de St Etienne)
- d'un camarade de La Loire:

" Les ouvriers rectifieurs des ateliers de l'Horme se mirent en grève le mardi matin 1^{er} février pour protester contre les cadences de travail. Ils estimaient que les temps nouveaux étaient de plus en plus difficiles à réaliser; la diminution de leur paye à chaque quinzaine pouvait servir de preuve. (moins de boni - moins de salaire). Le directeur descend dans l'atelier, essaie de parlementer avec les rectifieurs puis se fâche. "Vous êtes dans l'illégalité, messieurs, depuis plusieurs mois déjà il existe un règlement d'atelier interdisant toute grève surprise. Si vous désirez vous mettre en grève, je dois être averti au moins 24 heures à l'avance par vos délégués. Puisque vous pratiquez l'illégalité, moi aussi, pour vous punir, je licencie l'un d'entre vous ".

Assez rapidement, le même matin, les délégués décident de donner le mot d'ordre de grève sur le tas dans les trois usines de la société: Lorette-l'Horme-Vorizelle. Les ouvriers avec qui j'ai discuté m'ont déclaré que la grève avait été décidée et contrôlée par les délégués syndicaux.

Le mouvement de grève est suivi à l'unanimité par les ouvriers. Sur 1000 salariés, 800 firent la grève; quant aux 200 autres, ils se composent d'employés de bureaux et de la maîtrise.

L'occupation des ateliers fut effective. Les gars craignant surtout la fermeture de l'usine suivie d'un réembauchage individuel. Aussi les ouvriers n'abandonnèrent les ateliers que lorsqu'une note écrite de la direction fut affichée annonçant que les ateliers seraient ouverts à tous le lundi 7 février. Pour assurer l'occupation des locaux ils s'organisèrent de manière à faire des tours de rôle.

La direction et l'inspecteur du travail essayèrent à plusieurs reprises de persuader les gars d'abandonner les ateliers "sans doute la crainte de sabotage". A noter qu'à aucun moment la police n'est intervenue pendant les quatre jours de grève.

Le travail reprit le lundi 7 février au matin, après signature d'un accord entre les délégués et la direction. Le rectifieur fut réintégré à l'entreprise. Quant aux travailleurs à la production ils ont obtenu une garantie pour trois mois, d'emploi et de salaire. En attendant que la nouvelle organisation soit mise en place.

(le camarade de la Loire qui nous envoya ce texte fait ensuite le commentaire suivant:)

J'ai essayé de comprendre le pourquoi de cette grève, car ce mouvement même s'il fut décidé et contrôlé par les délégués, reposa en grande partie sur les gars.

Morillor était une entreprise spécialisée dans la fabrication de vilebrequins. Le travail se déroulait en deux ateliers distants de plusieurs kilomètres Lorette et Vorizelle. D'après ce que j'ai pu apprendre Morillor a fusionné avec Bertiez lequel Bertiez (boîte de machines outils à Givors) a été digéré par la C.L.F.L. qui est la grosse boîte de la région. Depuis plusieurs années, il a existé dans la région le cas de ces deux boîtes qui pratiquaient une politique de hauts salaires, ce qui gêne semble-t-il la politique de stabilité des salaires.

D'après ces messieurs les techniciens, le vilebrequin est condamné à disparaître assez rapidement (moteur rotatif). Il a paru aussi que l'usinage dans des ateliers distants de plusieurs kilomètres ne devait pas être assez rentable. On a donc construit une usine moderne à l'Horme qui remplacera celle de Lorette et de la Vorizelle. La construction de cette usine à l'Horme date de deux ans. On a mis en place d'abord un atelier d'outillage puis un autre de mécanique générale. Le personnel embauché pour ces nouveaux ateliers est d'un bon niveau professionnel. Quant aux salariés ils sont à peu près les mêmes que dans les autres boîtes de la région, 4.5 frs à 5 frs pour les P.3.

Le personnel des ateliers de Lorette et de Vorizelle est surtout composé d'ouvriers spécialisés formé sur le tas mais réalisant des salaires très élevés du fait du travail aux pièces. Les gars arrivaient couramment à 6 frs et plus de l'heure.

Depuis les congés, la direction Morillor a commencé la troisième phase, c'est-à-dire la fabrication des vilebrequins à l'Horme et la liquidation des vieux ateliers. Les salaires des travailleurs à la production a commencé à baisser (baisse d'horaires, séries plus petites, nouveaux temps, révision de certains vieux temps, etc..) A noter que des licenciements ont eu lieu sous des formes différentes sans prise de position catégorique des syndicats. Quelques jours avant la grève, trois licenciements eurent lieu; la direction paya deux mois de préavis aux gars. Ce sont "des grandes gueules" dont on essaie de se débarrasser partous les moyens. Car la direction veut planifier les salaires d'une certaine manière mais elle n'oublie pas que pour le moment encore la vache à lait c'est le vilebrequin. Mais il est difficile de faire cohabiter des ouvriers spécialisés payés davantage que des P.3. Et il semble que tout au moins pour le moment les gars ne sont pas prêts d'accepter de perdre leur salaire. La grève qu'ils ont mené le prouve.

Depuis quelque temps ça couvait à Morillor. Si les délégués n'avaient pas marché, nous aurions eu une grève sauvage. Le début de la grève, celle des rectifieurs, est une forme de grève sauvage, quoique, à ma connaissance, les délégués ne se sont jamais dressés contre eux. Disons qu'ils ont été durs d'oreille.

RENAULT: (département 55).-

d'un camarade de Renault-Billancourt: 130 régleurs-décolleteurs sont en grève illimitée depuis le 4 février; ils revendiquent 5% d'augmentation, la suppression de sous-catégories, le passage au mois au bout d'un an; malgré les tracts syndicaux, malgré les discours aux journées d'action, le mouvement reste isolé. La grève gêne peu la direction qui dispose d'un stock important de pièces et ferait faire le travail par d'autres ateliers. C'est le pourrissement: aucune solidarité réelle, aucune information, même dans l'usine.

DE QUOI ETRE RASSURE:

" l'Union syndicale CGT des travailleurs de la métallurgie de la Seine... propose à la CFDT et à FO ... d'organiser:

- une nouvelle Journée d'action marquée notamment par l'arrêt du travail et des rassemblements puissants...

..pour préparer cette action de grande ampleur, le bureau du syndicat CGT Renault propose que notre lutte continue dans l'usine... en organisant des assemblées de syndiqués, de travailleurs, en prenant de multiples initiatives pouvant aller jusqu'au débrayage...

... Solidarité pour les travailleurs du département 55:

..Une grande souscription sera organisée ..pour ces travailleurs ..qui après trois semaines de grèves... "

(tract CGT Renault- I/3/66)

La condition ouvrière dans la SIDERURGIE LORRAINE

- d'un camarade de Lorraine:

"La région lorraine, chacun le sait, est une des grandes zones "Fer-Huille" du monde; bien sûr, elle se situe modestement derrière le Dombass, la Ruhr, la vallée de l'Ohio ou le Cheshire ... et quelques autres; mais enfin, nos vallées locales de la Fensch et de l'Orne constituent le gros fief sidérurgique national. Ainsi se partage le gâteau: "Sidelor", "S.M.S.", "Usinor", etc.. et surtout "S.O.L.L. A.C." (10.000 personnes employées), "de Wendel" (24.000) et "Lorraine-Escout" (32.000) Ceci, pour la "présentation économique et géographique du département de la Moselle".

Si la situation politico-économico-sociale et disons aussi syndicale est ici "malsaine" comme partout ailleurs, il apparaît assez malaisé d'en faire synthèse et analyse.

Par de multiples facteurs les cartes de donne sont faussées; syndicats réformistes, patrons, "économistes distingués",... tous chantent différemment. Le plus gros problème? C'est le marché du travail: la population du département augmente à la cadence de trente mille unités l'an (ce qui est glorifié par les notabilités de la région: Mandon, Schnoebolen, de Mitry...) et bien sûr, les emplois nouveaux créés dans le même temps sont très inférieurs en nombre.

L'explication de cet affarant essor démographique? Tout d'abord la natalité galopante (surcroît des naissances sur les décès) et puis l'énorme appel à la main d'oeuvre étrangère.

En ce qui concerne le premier facteur, je précise que les louables efforts du "Planning familial" connaissent fort peu de succès. Motifs: l'esprit indigène est tout particulièrement borné et hostile à "toute innovation extra-naturelle" par ailleurs, les médecins, dans l'ensemble affectent d'ignorer jusqu'à l'existence des deux ou trois centres de Planning.

Pour l'appel au personnel extra-français, il faut dire tout d'abord que l'immigration provient exclusivement des pays pauvres du littoral méditerranéen: algériens et italiens, mais surtout ibères. Là, interviennent toutes sortes "d'expli-

cations" desquelles on peut affirmer qu'elles sont fort contradictoires, selon les sources. Les patrons: "Nous faisons appel à l'étranger parce que nos compatriotes rechignent désormais à effectuer des travaux de manouvriers, ils passent tous des C.A.P. et se refusent catégoriquement à des tâches non spécialisées"; les syndicats: "Cela est faux en réalité vous achetez vos esclaves à Mr. Franco, Boumédienne, Salazar parce qu'ils sont beaucoup plus dociles que les autochtones".. Dialogue de sourds, donc les uns prétendent à un fait de l'évolution vers la spécialisation des salariés lorrains, les autres au recours des seigneurs locaux à une main d'oeuvre docile.. et meilleure marché. En fait, tous ont tort et raison à la fois et pour ma part, dans ce grave problème du sous-emploi des faits me donnent à penser qu'il y a en réalité, d'autres causes encore que celles ci-dessus.

Par exemple celle-ci: partout dans le monde, les puissants actuels entendent bien demeurer tels le plus longtemps possible et le plus pleinement, et peu leur importe en vérité, qu'ils continuent d'exercer ce qu'ils considèrent comme leurs prérogatives au détriment de tel ou tel autre ressortissant des diverses nations où ils peuvent rencontrer des producteurs de biens de consommation directe ou de transformation. Donc, il est faux de dire et d'écrire dans des milliers de tracts même pas lus, que les hobereaux du fer lorrain trouvent meilleur compte dans de la viande humaine provenant de pays sous-développés: ceci ne satisfait personne, en tant qu'explication, hormis les démagogues syndicaux lanceurs de telles assertions. En fait, cette main d'oeuvre étrangère coûte aux patrons-barons: elle reste très instable, comporte beaucoup de familles nombreuses auxquelles les employeurs sont tenus de fournir des logements en quantité et des allocations relativement conséquentes; elle nécessite de surcroît un certain nombre d'interprètes. On envoie même ceux-ci "négocier" l'engagement en Espagne, au Portugal, de travailleurs auxquels De Wendel paiera le voyage ainsi qu'à leurs familles. De Wendel, comme toutes les autres grandes boîtes prête de l'argent à qui le désire. Il est même à noter que d'autre part, il en emprunte aux Banques, et à des taux assez élevés, pour ses plans d'investissements, alors qu'il prête gratis à son personnel; et même procédé pour icelui, à des prêts d'honneur, c'est à dire à des remises de dettes, si, par exemple, le débiteur fait toujours partie du personnel au bout de 10 ou 15 ans (les autres grands de l'acier agissent de façon identique)

Les immigrants, non habitués à de telles libéralités paternalistes dans leurs nations d'origine prennent vite ce "vent social" et que leurs dents ne tardent jamais à devenir longues (chez De Wendel la comptabilité nous prouve que s'ils représentent 72% de l'effectif horaire, ils pompent 86% du "Budget social" annuel)... La direction générale s'efforce même de les satisfaire dans leurs quérâmes, tant se pose pour elle, l'acuité du recrutement permanent d'ouvriers acceptant d'exécuter des tâches ingrates, certes, mais réclamant cependant une compétence réelle, surtout pour des questions de productivité. (En effet, bien que "gâtés" par "nos bons maîtres", les étrangers sont souvent attirés par les salaires encore supérieurs que leur offrent les proches Bénélux et Allemagne occidentale).

En conclusion donc "de W.", "Sollac", "L.E.", etc.. se foutent bien d'employer des français ou d'autres esclaves; ils savent pertinemment que tous sont atteints du même manque de courage et de conscience sociale; car ce que les syndicats cherchent surtout à cacher, à travers leur inepte démagogie, c'est leur propre défaite; alors, ils veulent faire croire, n'importe quoi pour ignorer le fond du problème. Et qui peut croire, ici ou ailleurs que les patrons craignent les salariés français? Qui peut le croire quand la direction pour s'assurer la docilité du personnel E.T.A.M. chez De Wendel, par exemple, procède en cette fin de mois et début d'année, à une augmentation générale des mensuels (idem toute la sidérurgie locale), qui se chiffre à 1.25% et, en outre, à 1.25% supplémentaires seulement pour les gens nés une année au millésime pair !!! Les 1937, les 1929, etc.. ce sera pour l'an prochain. Et ma CFDT ou ma CGT ont alors très bonne mine de parler de "crainte" du patronat lorrain devant "les masses conscientes du prolétariat sidérurgique" !!! (en fait honnêtement

Les copains, des capitalistes qui se rient de "salariés conscients" au point d'augmenter les traitements d'iceux nés en 1924 plus que ceux de 1925 vous font-ils l'impression de trembler devant ceux-ci ou ceux-là?). En tout cas, voici comment l'on procède chez De Wendel: Dupont, né en 1926 est donc cette fois-ci augmenté de 1.25% (mesure générale) + 1.25% (année pair), en outre 2% à titre de "faveur exceptionnelle" mais surtout, tenez votre langue devant vos collègues, lui dit le chef de service. Dans la section où je vends - certaines- de mes compétences, il y a eu plus savoureux encore: ainsi chacun a eu ses 1.25 ou 2.50% selon l'année où leurs géniteurs n'ont su maîtriser leurs tendresses; de plus, il y a eu 2% de mieux, au titre exclusif du service et trois heureux ont en outre été majorés de 1. ou 1.50%; deux autres ont connu l'élévation à un indice supérieur, tout ceci sans que rien de particulier n'ait justifié ces généreuses mesures. De toute façon nous avons appris hier, malgré la pauvre loquacité des collègues, que deux autres services au moins (une section de prix de revient et un bureau de dessin) avaient fait l'objet, eux aussi de majorations de traitements "exclusives" !!!!...

Ainsi De Wendel et consorts pratiquent tout bonnement la vieille politique du "diviser pour régner" (on s'assure bien inutilement d'ailleurs, de la soumission totale de certains éléments d'une section, sans être obligé de "satisfaire" tout le monde; mais au fait, messieurs les syndicalistes, au cours de toutes ces mesures discriminatoires, où apparaît la crainte de nos maîtres ??)

Les patrons, eux, ils continuent à faire des bénéfices et ils entendent bien que cela continue, voire même s'amplifie. Or, les mesures sociales qui leur sont imposées par les travailleurs de toutes couleurs enflent le volume des dépenses; dès lors, comment compenser? En effet, il est délicat, en sidérurgie de majorer les prix de vente, étant donnée la concurrence japonaise, par exemple; donc, on récupère d'une manière subtile bien que simple. Exemples: de Wendel construit énormément de cités pour son personnel. Ceci diminue le bénéfice apparent, donc l'impôt. Ensuite, à quelle société de construction vont les fonds alloués? Mais à la " S.T.I.M.C.O." société Thionvilloise immobilière de construction, figurant en bonne place dans la série de filiales de Wendel. Et qui se charge elle, de réaliser de très substantiels bénéfices. Desquels rien ne va au budgets sociaux. Il y a aussi la "Fensch et Orne" (épicerie, vêtements, etc..) qui vend toutes sortes de produits aux salariés et finit d'achever la petite épicerie de papa.. Il y a les cinémas De Wendel, les théâtres (où bien sûr on ne joue pas "Le Vicaire" ni "Saco et Vanzetti" mais ça pourrait venir, il n'y a aucun danger, les curés de Wendel baptiseront encore longtemps les petits anges français, portugais, italiens, etc.. pour les Ali, Hocine et autres Slimane, tant pis: qu' Allah les ait en sa toute sainte garde); il y a les trois hôpitaux (Hayange, Moyeuvre-Grande et Joëuf), les stades, etc.. Enfin le fric sort des coffres par le truchement des très ingénieux "budgets sociaux" que je vous ai dit et il y retourne quelques heures plus tard par le canal des films à Tarzan, des périodiques, soins hospitaliers, loyers, etc.. Mais une entreprise ne peut immobiliser tout ce qu'elle veut à des fins avouées d'investissement, mais en fait, pour diminuer son bénéfice apparent. D'accord, elle ne le peut, du moins en théorie, car la loi prévoit que les investissements et immobilisations ne peuvent être supérieurs à de certains pourcentages du capital ou du chiffre d'affaires. Cependant, camarades, vous n'ignorez pas que ceux qui font les lois, ceux qui les appliquent et ceux à qui elles profitent trouvent très bien des terrains de facile entente, en dignes gentlemen qu'ils sont. Quant au vil troupeau des tondus par tradition, ils seraient les premiers à hurler à l'ignominie si De Wendel ne pouvait embellir ses nombreuses salles de spectacles (où se produisent des gloires de l'art telles que Cl.François, monsieur Halliday, etc..) construire des logements modernes (avec planchette en bois pour les ouvriers et en plastique pour les E.T.A.M. en ce qui concerne les cuvettes des W.C.) et toutes autres réalisations sociales. Fort bien faites, il faut l'avouer: pratiquement pas de taudis dans le bloc Thionville-Hayange-Briey (300.000 habitants). Tout est d'ailleurs bien fait, ici, les mariages, les baptêmes et les enterrements.

Les travailleurs, eux, sont bien contents: leurs salaires sont parmi les plus hauts de France, c'est ici qu'il y a le plus de crétins, de téléviseurs et d'églises au kilomètre carré, un véhicule à quatre roues pour trois habitants (ensemble de l'état: un pour cinq environ); bien sûr s'ils pouvaient gagner un peu plus, mais enfin notre bon maître fait ce qu'il peut... (c'est ainsi qu'au siècle dernier ils appelaient le seigneur de Wendel, celui-ci ayant la gentillesse de les laisser dormir le soir dans ses écuries, afin de leur éviter les longues marches de nuit dans la neige et en bute aux loups vers leurs villages situés à des dix et vingt kilomètres).

N.B. De Wendel possède ses propres mines, évidemment, et vend aussi du charbon, des bréviaires, de l'essence, des indulgences, de l'électricité, du gaz: c'est un grand industriel doublé d'un bon commerçant (il n'y a pas de petits bénéfices) et d'un excellent chrétien.

L'Etat lui, il n'a rien à refuser aux grands de l'acier. Et puis, il faut dire qu'on est payé en retour: la Moselle vote très bien... Pensez elle est administrée par les Mandon, Massu, Schmit, etc.. Tous des incons.

Et les syndicats? Ah les syndicats eux c'est du grand art; tour à tour, selon les circonstances du moment ils avouent qu'ils ont une bien piètre influence sur les deux parties; ou bien ils clament qu'ils tiennent les travailleurs bien en main, et tout. En fait, les travailleurs s'en foutent des syndicats et tellement même que chez De Wendel les dernières élections CFDT au C.E. ont été transformées en nominations par la Direction. En effet, aucun ouvrier ne s'est soucié de se présenter alors comme la direction verse des fonds spéciaux à cet effet, elle a tenu à ce que ça continue et à procédé à la nomination de "délégués". tous contremaîtres, ceux-ci enchantés parce qu'ainsi ils échapperont régulièrement à la monotonie du travail.

Du reste, les syndiqués veulent bien parfois payer leurs timbres mais il n'est chez De Wendel, question de grèves depuis longtemps; quelques anciens se souviennent comment la CNT dans l'immédiat après guerre a été liquidée à la suite d'une action nettement révolutionnaire qui fut très bien menée pourtant et aurait pu aboutir si les réformistes avaient suivi; finalement les "responsables" furent tous licenciés et ne purent jamais retrouver du travail dans la région. Dont acte. De Wendel est gentil mais il ne plaisante pas.

Quant aux autres boîtes du coin, il faut dire que leur politique est sensiblement identique. D'ailleurs dans le portefeuille des actions "Sollac" par exemple appartient à 51% au moins à De Wendel; d'autre part, Sidelor va absorber Lorraine-Escout et construit une nouvelle usine à Gandrange avec De Wendel, majoritaire. Rassurez-vous ça ne créera pas des emplois au contraire: cette usine en remplacera avec modernisme et main-d'oeuvre moindre, de vieilles qui vont être démolies.

Alors, que veulent-ils, tous? Les patrons: continuer en en lâchant le moins possible. Les syndicats: collaborer avec les premiers dans l'encadrement des masses (syndicalisme obligatoire, etc..) en clamant bien sûr qu'on défend l'ouvrier. Les travailleurs: plus gagner et moins penser encore, si possible; "y arriver" en évinçant les collègues au besoin. Les solutions réelles? A mon sens: abolition des salaires, du patronat, des privilèges, accession de tous à la dignité, c'est-à-dire le vaste programme intelligent, humain et universel qui réclame pour sa réalisation un degré de compréhension générale actuellement atteint par peu de gens. Le reste: augmentations, promotions: rien que des bêtises.

Dans un ATELIER de la REGIE RENAULT (Billancourt) : aux forges un camarade pose le même problème des ouvriers étrangers. Sur 145 ouvriers il y a 27 français (y compris la maîtrise). C'est l'isolement total: algériens, espagnols,

portugais, peu comprennent le français; beaucoup venus de régions agricoles pauvres, apportent leurs superstitions comme cet espagnol qui affirme qu'il a vu le diable. Tous bossent à mort, c'est la main d'oeuvre idéale. Pourtant une bonne partie d'entre eux ont suivi les derniers débrayages.

Un autre camarade de PARIS: parle des difficultés de contact avec les ouvriers algériens qui vivent autour de lui dans son quartier. S'il se lie avec eux, il est repoussé par les français, ils font les travaux de manoeuvres les plus sales, sont logés dans des conditions ignobles, sont méprisés de beaucoup et souvent se méprisent entre eux (algériens contre noirs). Une fois franchies toutes ces barrières on trouve amitié et solidarité, grandes encore par le sentiment de n'être plus une victime.

-o-o-o-o-

L'EXPERIENCE d'UN JEUNE MILITANT

Un camarade d'I.C.O. a reçu cette lettre qui retrace l'expérience qu'a vécue un étudiant français au Mexique. Elle nous paraît exemplaire moins par la relation des actions menées que par l'effort de réflexion sur la confrontation des idées reçues et de la réalité vécue (avec une modestie et une loyauté que chacun de nous peut méditer).

" J'ai commencé à avoir une activité politique réellement intéressante au début Juin 55: sans que j'en comprenne bien le sens, j'avais déjà le sentiment d'être sur la bonne voie. A ce moment j'ai pensé vous écrire: mais ne valait-il pas mieux piger davantage ma position pour vous l'expliquer? Donc je remis la lettre à plus tard.

Hélas, il me fallut en pleine bagarre le 1^o juillet, quitter Mexico pour aller faire de l'Anthropologie (c'est pour ça qu'on me paye) à 2000 kms de là, presque à la frontière Guatamaltèque, au milieu des Indiens petits-fils de Mayas; deux mois entout. A mon retour le groupe était disloqué et moi je n'avais pas progressé.

Je viens de passer "les grandes vacances" mexicaines (15 décembre-31 janvier) en auto-stop sur les routes américaines: St Louis, Chicago, Boston, New-York, Washington, Birmingham, New-Orléans... La grande aventure.

De retour, je reprends les contacts on va essayer de relancer le mouvement. Mais cette fois-ci je n'attends pas de "théoriser" la situation pour vous raconter l'histoire.

Le climat et l'amabilité des mexicains, l'atmosphère de "prenez tout du bon côté", m'ont aidé à surmonter les difficultés, à aimer beaucoup ce pays; je ne regrette rien de l'année que j'y ai passée. Mais outre que j'ai gaspillé au moins deux mois à bafouiller l'espagnol, ça a été ma première grande expérience d'entière indépendance; ce qui signifie que toutes mes insuffisances sont clairement apparues spécialement en matière de politique.

N'ayant aucun désir d'entrer dans un groupuscule (ça foisonne ici aussi) j'ai voulu former mon propre cercle, début avril, quelques 7 ou 8 étudiants d'économie et sciences po(ce sont ici les écoles les plus à gauche) sans aucune formation politique, tous plus jeunes que moi. J'arrivais à avoir une assez forte influence sur eux: en fait, ce fut mon but inavoué, plus que de les former... En outre, c'était un cercle culturel plus que politique et ça ne marchait pas fort.

Coup d'état: je décidais que la seule façon de faire quelque chose était:

1) de se relationner avec le milieu ouvrier, par exemple, en allant voir des travailleurs en grève.

2) de se former en organisation.

3) d'entrer en contact avec des groupements ou des isolés.

Au moment où on se mettait en rapport avec les premiers ouvriers et où "mes gars" s'excitaient pour cette nouvelle vie, on apprenait l'existence à la Fac d'économie, d'un groupe "indépendant" (je veux dire sans unité autour d'une explication politique du monde) comme le nôtre, un peu plus nombreux, jusqu'alors surtout culturel (au sens où le marxisme n'y est vu que comme une théorie) et qui venait de décider de soutenir directement les luttes ouvrières. A part, trois ou quatre ils n'étaient pas plus politisés que les nôtres, mais peut-être d'origine sociale plus humble; là aussi il y avait un gars qui permettait de maintenir la cohésion; un gars très bien (R.) avec qui je discutais pas mal et discute toujours puisque c'est avec lui que va peut-être se reconstituer le groupe.

Ma position principale était alors : on ne formera d'organisation révolutionnaire qu'en commençant directement par la lutte pratique, le soutien aux luttes ouvrières, le développement de la conscience de classe dans la classe et non pas seulement dans l'organisation. La sienne était principalement : nous sommes étudiants; les étudiants politisés sont pour la plupart divisés en chapelles inefficaces et surtout inactives; la seule façon d'intégrer les étudiants au mouvement social général, c'est de les mettre en contact avec la réalité de la lutte de classes, non pas par l'analyse théorique de cette réalité car elle ne fait que diviser mais par 1) l'intégration pratique dans cette réalité, car l'isolement est le "drame" du monde étudiant, la pratique ne devant pas se faire au bénéfice d'une organisation qui dirige la classe, mais au bénéfice des nécessités de la classe; 2) l'intégration de l'étudiant en tant qu'étudiant, scientifique et non en tant que spécialiste de la Politique: qu'il puisse être sociologue (étudier par la même occasion qu'il les fréquente les conditions de vie des ouvriers), ou économiste (savoir pourquoi telle boîte est en faillite et ce qui va lui arriver dans les années à venir). (R. ne s'exprimant pas alors comme ça mais maintenant on se rend compte que ça revient à ça.)

Mais d'abord le résultat de ces deux positions était le même : il faut nous former en groupe distinct et il n'y a d'organisation prolétarienne qu'au travers d'un travail quotidien dans et avec le prolétariat. Ainsi que le point de départ: le seul travail pour le moment doit s'effectuer en se mettant au service du prolétariat soutien de ses bagarres avec le patron comme avec le syndicat qui ici est totalement pourri.

C'est en partie cette idée pas très approfondie que le but d'une organisation est d'aider la classe dans tous ses combats qui nous a perdu: on lisait le journal tous les jours et on allait aux boîtes qui se déclaraient en grève (ce qui ne fait pas défaut).. Là on discutait, on proposait de leur éditer et distribuer où ils voulaient des tracts expliquant le sens de leur grève; on proposait de former un cercle d'études, on allait les voir tous les jours... Avec les copains sans formation politique qu'on avait, ça ne pouvait pas marcher longtemps; en plus c'était trop accaparant: les gars auraient pour ainsi dire dû abandonner leurs études... On arriva pourtant à quelques bons résultats, puisqu'on participa à un des mouvements politiques d'étudiants le plus important dans l'histoire des 15 dernières années au Mexique: le rapt de 17 autobus, qu'on ne rendit à la Compagnie que lorsque les revendications des chauffeurs furent satisfaites et pour la même occasion, l'organisation d'un meeting dans la Faculté d'Economie, où les chauffeurs vinrent expliquer leur problème devant les étudiants; à ce meeting nous-mêmes finant venir 6 à 7 ouvriers d'une usine avec laquelle nous venions d'établir des contacts: ils prirent la parole à la tribune pour soutenir la grève des autres, expliquer les raisons de la grève dans leur propre fabrique et demander que le contact ne fut pas rompu entre ouvriers et étudiants.

Maintenant encore, après la dissolution de notre groupe, certains copains dont R., de manière individuelle, mènent deux cercles ouvriers que nous avons lancés à ce moment là.

Je crois que cette expérience peut servir à critiquer et renoncer définitivement à l'ancienne conception de l'avant-garde. L'ennui c'est que je n'ai pas encore compris très bien comment...

oooooo

I- Réunion des camarades d'entreprise-Paris- 22 février 66.
20 camaradxs présents- 3 excusés.

I°) Informations d'entreprises: reprise pour l'essentiel dans la rubrique sur les travailleurs.

II- Correspondance: - d'une camarade de Bruxelles " ce qui nous a particulièrement intéressés, mes camarades et moi, c'est l'article "Mods, Rockers et la révolution" et aussi "l'histoire du groupe de jeunes de St Nazaire, exclu par la CGT. Je vous envoie des coupures de journaux sur la grève de Zwartberg. Le groupe de Bruxelles semble fort intéressé par Informations Correspondances Ouvrières ".

(cette camarade nous a adressé un document sur le mouvement "provo" que nous publierons dans le prochain bulletin).

- d'un camarade instituteur (seine): "il y a quelque temps que je remets de t'écrire, mais des tâches multiples m'ont absorbé complètement. En attendant cette lettre, voici un "document" que j'ai trouvé à la salle des maîtres aujourd'hui. Je ne sais s'il vous sera utile; malgré mon peu d'illusions sur le Syndicat National des Instituteurs, je le trouve gratiné.

(Nous parlerons de ce compte-rendu de réunion dans le prochain I.C.O.)

- d'un camarade des U.S.A. (cette lettre sera publiée dans le prochain bulletin).

Faute DE PLACE

nous n'avons pu insérer dans le présent bulletin:

- un article sur la grève du métro à New-York (d'après des textes communiqués par un camarade de New-York)
- des traductions sur le problème noir aux USA.
- une critique de textes et brochures sur l'Algérie (notamment de D.Guérin)
- la suite de la correspondance sur les conseils ouvriers allemands (brochure d'I.C.O. N° 42- Août-Septembre 65.
- des documents sur le groupe "Révolution" de St Nazaire
- des articles d'un camarade du Chili.

Ces articles figureront tous dans le numéro d'avril.

LIVRES RECUS

Nous avons omis de signaler lors de sa parution et de son envoi à ICO le livre "La presse quotidienne, ceux qui la font, ceux qui l'inspirent" (N. Faucier, Editions syndicalistes). Nous avions pensé présenter une critique de cet ouvrage qui traite de l'ensemble des problèmes posés par la presse; jusqu'à présent, aucun des camarades d'ICO ne s'y est attelé. Nous espérons que cela sera fait prochainement

PUBLICATIONS RECUES

En langue espagnole

RUMOR - organe de la Fédération Ibérique des Jeunes Libertaires-Vénézuéla- n° 37 et 38
ESFOR - organe de la CNT espagnole en France (Place St Sernin 31 Toulouse) janv-fev 66
REGENERACION - (Fédération anarchiste du Mexique) Castrejon, Apartado 9090 Mexico DF
PRESENCL - Tribuna Libertaire - n° 1 - novembre - décembre 65 - Pasamar - 24 rue St Marthe - PARIS
Bulletin CILLO (Prince Humberto I, 1039 Buenos Aires) novembre 1965 - Lettre de Barcelone sur les conditions de vie et un article très documenté sur les coopératives dans l'Espagne actuelle.

En langue anglaise

DIRECT ACTION février 66 - 34 Cumberland Road - London E 17
remarque l'article consacré à une grève chez Woolf dans le Middlesex. Cette entreprise emploie beaucoup de travailleurs indiens, victimes d'un racisme qui sévit même dans les rangs du Labour Party. A signaler également "The voice of what" article consacré aux problèmes du contrôle ouvrier et de l'Etat.

INDUSTRIAL WORKER - 2422 North Halsted Street - Chicago - Ill - 60614
décembre 65 : un bon article "le mythe des classes moyennes"
janvier 66 : Le salaire de Georges Meany, président de l'AFL-CIO est porté à 70.000 dollars par an, sa retraite, il touchera 45.000 dollars par an et sa femme 19.000. Qui dit mieux? (comme point de comparaison, le salaire moyen annuel d'un employé du métro de New York était lors de la grève de janvier dernier de 7.000 dollars heures supplémentaires comprises)

BULLETINS D'ENTREPRISE

(ces bulletins publiés par des travailleurs d'entreprise, dans des conditions parfois sensiblement différentes ne sont pas des bulletins syndicaux; ceux qui les émettent ont été le plus souvent exclus des syndicats pour attitude "non conforme"; tous se différencient des bulletins comme Voix Ouvrière, par exemple, parce qu'ils ne sont pas ceux d'une organisation, mais une tentative d'exprimer les luttes au sein de l'entreprise, même si des membres d'organisations révolutionnaires y participent et tentent d'en faire en sous main "leur chose")

La Voix Ouvrière (bulletin du groupe ouvrier de Cockerill Ougrée, banlieue de Liège)
(rien de commun avec Voix Ouvrière (France) n° 32 - Janvier 1966 - Rorive - 26 rue Haut-Wez - Grivegnée - Belgique). A notre avis, ce numéro est l'exemple type d'un bon bulletin d'entreprise; ceux qui veulent le lire savent ce qu'ils doivent faire. Nous en publierons quelques extraits dans le prochain I C O

DEMOCRATIE OUVRIERE (Rhône Poulenc à Vitry)

n° 14 - A nous d'agir - Les contrats d'apprentissage
n° 15 - Les réunions passent, les revendications restent - Faut il voter le 9 mars (il s'agit des élections au comité d'entreprise)

BULLETIN ASSURANCES GENERALES (février 1966) - L'activité des dirigeants - La concentration
Le couronnement d'une carrière de délégué syndical.
Le couronnement d'une carrière de délégué syndical.

REVOLUTION (groupe d'étude révolutionnaire de St Nazaire) n° I à 4 et documents publiés au sein de la section CGT des Chantiers de l'Atlantique avant l'exclusion de ces camarades (voir n° 45, p 26 d'ICO). Ce n'est pas un bulletin d'entreprise à proprement parler, mais un regroupement, comprenant essentiellement des travailleurs des Chantiers de l'Atlantique, appartenant à différents groupes. Une expérience à suivre qui peut évoluer vers un groupe proche d'ICO ou bien n'être qu'une des multiples machines de recrutement de style trotskyste : ce sont les travailleurs qui participent à ce groupe qui en décideront.

BULLETINS SYNDICALISTES

L'ECOLE EMANCIPEE (Le Guen -74 rue d'Armorique -Brest - 29 N) (tendance syndicaliste révolutionnaire de la Fédération de l'Éducation Nationale) n° IO et II

La REVOLUTION PROLETARIENNE -Février 1966 - 21 rue Jean Robert -Paris 18eme-syndicaliste révolutionnaire - Action commune et unité -Un nouveau conflit entre médecins et gouvernement en Belgique (curieusement, la RP ne parle pas des grèves du Limbourg qui pourtant intéressent plus le mouvement ouvrier que les médecins) -Le socialisme, c'est la démocratie complète (on peut demander à l'auteur : qu'est ce que c'est la démocratie ?) Curieuse fin de la série d'articles consacrés aux syndicats américains; le sous titre en dit long : "Les syndicats américains facteur de civilisation"; on avait déjà eu l'occasion de signaler les prises de positions pro américaines de la RP; c'est encore plus net ici quand on sait la part prise par les syndicats américains comme auxiliaires de l'impérialisme de leur pays (ils ne diffèrent d'ailleurs pas en cela de ceux des autres nations), mais de là en faire des facteurs de civilisation.....

Journaux de partis

Alors que tous les partis de "gauche" discutent regroupement, que les clubs de technocrates, des catholiques aux ex communistes du Débat Communiste vont discuter à Grenoble des "voies de passage vers la société socialiste" (dont on devine ce qu'elle peut être vue par tous ces dirigeants) les autres groupes pas dans cette courses se penchent gravement sur le parti. "Programme Communiste" (bordiguiste, n° 34-BP 375 -Marseille Colbert) publie un numéro spécial sur le parti, sa nature, sa fonction et son organisation. La plupart de ces textes datent de 40 ans et il faut être vraiment fort dans l'histoire interne du parti bolchevik pour en faire la critique. Et si on avait le temps et la place, de quelle utilité ce serait ? La Vérité (n° 532 -5 rue de Charonne -Paris XI) contient un manifeste "pour la reconstruction de la IV internationale; on y retrouve les positions trotskystes traditionnelles, les injures tout autant traditionnelles à l'égard des trois ou quatre autres tendances trotskystes; là aussi, pour démêler l'écheveau, il faut être bien initié. Voix Ouvrière (n° 53 - 29 rue de Chateau Landon -Paris) saisit l'occasion pour participer à la reconstruction d'une internationale trotskyste.

Le Prolétaire (mensuel bardiguiste) publie la suite d'un long article sur l'Algérie. Révoltes est bien loin de ce que les Ajistes ont connu; ce n'est plus qu'une des machines de guerre d'un groupe trotskyste; tout comme Informations Ouvrières ou le CLER.

Le Monde Libertaire (3 rue Ternaux Paris 11eme) contient des prises de positions sur les syndicats sur lesquelles nous reviendrons (n° 120 -mars 66)

Un numéro spécial de Tournesol (supplément au numéro 72 -E. L. M. é (rue des Ecoles Paris 5e) contient des documents très intéressants sur le mouvement Freinet sous le titre "Contribution à l'histoire du mouvement Freinet" (à rapprocher d'observations d'un bref article du Monde Libertaire "les anarchistes et l'éducation" (n° 120 -mars 66)

Il n'y a plus d'objecteurs de conscience à Brignoles; ceux ci sont dispersés en "détachement-correspondance à adresser à S O C 3 Impasse Chartière Paris 5eme

Le manque de place ne nous permet pas de parler de : Cahiers des amis de Han Ryner, Anarchisme et non violence, Défense de l'Homme, Le Peuple Breton, Désiré, Vivre Libre, Le Courrier Marxiste, Cahiers de l'Humanisme Libertaire, Amitiés Ajiste (St Etienne)

Pensée et Action (n° 31 janv mars 66) Michel Bakounine -aspect de son oeuvre-

Han Day -BP 4 -Bruxelles 29.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER